

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

REIMS, le **28 AVR. 2023**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MALTEUROP FRANCE - Pringy

58, grande rue
51300 Pringy

Références : D1i 2023 202
Code AIOT : 0005701734

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2023 dans l'établissement MALTEUROP FRANCE - Pringy implanté 58, grande rue 51300 Pringy. L'inspection a été annoncée le 27/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.
Le contrôle porte sur la nouvelle chaudière et les rejets des eaux issues de la station d'épuration mixte.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MALTEUROP FRANCE - Pringy
- 58, grande rue 51300 Pringy
- Code AIOT : 0005701734
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La malterie de PRINGY appartient au groupe Malteurop France et produit 55 000 tonnes par an de malt de blé et d'orge. Pour ce faire, la malterie réceptionne chaque année 65 000 à 70 000 tonnes d'orge ou de blé. Le process de fabrication du malt est continu sur toute l'année.
L'exploitant s'est dotée d'une nouvelle chaudière de 5,5 MW de puissance, installée dans un module préfabriqué.

Les rejets des eaux usées industrielles sont traitées par la station mixte collectant également les effluents des communes de Pringy, Drouilly et Songy.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Installations de combustion
- Consommation et rejets d'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 1.2	/	Sans objet
2	Alimentation en combustible	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 2.16	/	Sans objet
3	Contrôle de la combustion	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 2.17	/	Sans objet
4	Détection de gaz - détection d'incendie	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 2.18	/	Sans objet
5	Issues	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 2.19	/	Sans objet
6	Conduite des installations de combustion	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 3.9	/	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 4.1	/	Sans objet
8	Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 6.4	/	Sans objet
9	Surveillance des rejets à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 6.5	/	Sans objet
10	Entretien et installations de combustion	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 6.9	/	Sans objet
11	Livret de chaufferie	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 6.11	/	Sans objet
12	Vanne d'arrêt – isolement	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 2.11	/	Sans objet
13	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 5.1	/	Sans objet
14	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 5.2	/	Sans objet
15	Réseau de collecte	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 5.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
16	Mesures des volumes rejetés	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 5.4	/	Sans objet
17	Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 5.5	/	Sans objet
18	Mesure de la pollution rejetée	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 5.10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucun écart nécessitant des suites n'a été relevé.

Les mesures qui seront proposées dans l'étude technico-économique de réduction de la consommation d'eau visant le site de Vitry-le-François pourraient s'appliquer au site de Pringy.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Combustion 2910
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'autorisation d'exploiter vise les installations classées exploitées dans l'établissement, répertoriées dans le tableau suivant :</p> <p>[...]</p> <p>Combustion, lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW :</p> <ul style="list-style-type: none"> - chaudière malterie : 9,3 MW, - brûleur Maxon : 9,05 MW, - chaudière atelier : 0,07 MW, - Chaudière bureaux : 0,04 MW <p>Rubrique : 2910-A2 Régime : D Quantité : 19 MW [...]</p>
<p>Constats : La chaudière malterie a été remplacée par une chaudière d'une puissance de 5,4 MW en 2020. Cette chaudière est installée dans un module de type préfabriqué et accolée au locaux de la pompe à chaleur.</p> <p>L'ancienne chaudière toujours en place n'a pas été démantelée pour des raisons d'encombrement. Celle-ci n'est plus utilisable au motif que le corps de chauffe est hors d'usage selon l'exploitant. Le brûleur Maxon a été démantelé en 2021 et la chaudière bureaux a été démantelée en 2012. Le suivi et la maintenance de la chaudière sont effectués par un prestataire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Alimentation en combustible

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 2.16
Thème(s) : Risques accidentels, Installation de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.</p> <p>Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances, - à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. <p>Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.</p> <p>Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.</p> <p>(1) Vanne automatique : cette vanne assure la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée par un capteur. Elle est située sur le circuit d'alimentation en gaz. Son niveau de fiabilité est maximum, compte tenu des normes en vigueur relatives à ce matériel.</p> <p>(2) Capteur de détection de gaz : une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs.</p> <p>(3) Pressostat: ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil doit être aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation.</p> <p>[...]</p> <p>Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.</p> <p>[...]</p> <p>Constats : La chaufferie implantée à l'extérieur des bâtiments est équipée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un dispositif de coupure manuelle facilement accessible et signalé, - de deux vannes de coupures asservies aux deux détecteurs et aux pressostats (les pressostats ont été déplacés à la demande de la société MALTEUROP de sorte qu'ils soient facilement accessibles), <p>La société prestataire en charge de la maintenance intervient mensuellement pour vérifier la chaudière.</p> <p>Une armoire équipée d'organes de coupure et située au plus près du brûleur permet de couper celui-ci rapidement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle de la combustion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 2.17
Thème(s) : Risques accidentels, Installation de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant d'une part de contrôler leur bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation. Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.
Constats : Le brûleur est équipé d'un contrôleur de flamme. L'ensemble de la chaîne de détection est supervisé par une centrale de détection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Détection de gaz - détection d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 2.18
Thème(s) : Risques accidentels, Installation de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Un dispositif de détection d'incendie doit équiper les installations implantées en sous-sol. L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'article 2.16. Des étalonnages sont régulièrement effectués. Toute détection de gaz, au-delà de 60 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours qui doit être conçu pour fonctionner en atmosphère explosive. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.
Constats : Les détecteurs sont visibles et repérés sur un synoptique du schéma électrique. La détection de gaz est asservie au système de supervision qui coupe automatiquement l'alimentation en combustible.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Issues

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 2.19
Thème(s) : Risques accidentels, Installation de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations doivent être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des issues doit offrir au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues doit être balisé.
Constats : Les portes d'accès permettent une évacuation aisée du local. Les portes sont équipées de dispositif d'ouverture rapide vers l'extérieur et sont signalées par des blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Conduite des installations de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 3.9
Thème(s) : Risques accidentels, Installation de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations doivent être exploitées sous la surveillance d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion. Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise : <ul style="list-style-type: none"> - pour les générateurs de vapeur ou d'eau surchauffée lorsqu'ils répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1 février 1993 (J.O. du 3 mars 1993) relatif à l'exploitation sans présence humaine permanente ainsi que les textes qui viendraient s'y substituer ou le modifier, - pour les autres appareils de combustion, si le mode de conduite s'appuie sur une surveillance permanente de l'installation permettant au personnel soit d'agir à distance sur les paramètres de fonctionnement des appareils et de les mettre en sécurité en cas d'anomalies ou de défauts soit de l'informer de ces derniers afin qu'il intervienne directement sur le site. L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation. En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après l'élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.
Constats : La supervision de la chaufferie est assurée par le service maintenance et à distance par le prestataire en charge de la maintenance. Les vérifications et les anomalies sont consignés dans un livret de chaufferie informatisé. La supervision empêche le réarmement avant que les défauts aient été levés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Installation de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques et au moins une fois par an.</p> <p>Chaque installation de combustion doit être dotée d'au moins deux extincteurs de classe 55B et d'une extinction automatique dont le déclenchement doit interrompre automatiquement l'alimentation en combustible.</p>
Constats : La nouvelle chaudière, installée dans un module préfabriqué, à l'extérieur dispose de deux extincteurs : <ul style="list-style-type: none"> - un extincteur à poudre de 6kg ; - un extincteur au CO2 de 2kg. <p>Un panneau mentionnant " Ne pas utiliser sur flamme gaz " est affiché.</p>
Avis de l'inspection de l'environnement : <p>Cette chaudière "clé en main" ayant été installée mi-2020 doit répondre aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 03/08/18 applicables aux installations relevant du régime déclaratif. Il n'est exigé qu'un extincteur à minima et pas d'extinction automatique.</p> <p>Des prescriptions adaptées au régime de classement pourront être proposés ultérieurement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Installation de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) et mesurées selon les méthodes définies au point 6.3.</p> <p>Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites suivantes :</p> <p>[...] au niveau des installations de combustion :</p> <p>Chaudière malterie :</p> <p>poussières totales 5 mg/m3..... 0,2 kg/h</p> <p>oxydes de soufre (exprimés en SO2)..... 35 mg/m3.....1 kg/h</p> <p>oxydes d'azote (exprimés en NOx) 150 mg/m3 5 kg/h</p> <p>[...]</p>
Constats : Un contrôle des rejets a été réalisé en juin 2020. <p>La concentration en poussières est de 1,28 mg/Nm3 pour un flux massique de 0,00615 kg/h.</p> <p>La concentration moyenne en NOx est de 92,9 mg/Nm3 pour un flux massique de 0,448 kg/h.</p> <p>La concentration moyenne en SO2 est de 0,408 mg/Nm3 pour un flux massique de 0,00197 kg/h.</p> <p>Le taux d'O2 est de 4,2 % sur gaz secs.</p> <p>Le prochain contrôle est prévu en courant mars 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Surveillance des rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 6.5
Thème(s) : Risques chroniques, Installation de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de surveillance des rejets à l'atmosphère. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. La fréquence des mesures doit être au minimum d'une fois par an pour le silo et d'au moins une fois tous les trois ans pour les installations de combustion. Les mesures annuelles triennales précitées sont réalisées par un organisme agréé par le ministre de l'environnement et portent sur le débit rejeté et les teneurs en oxygène, oxydes de soufre, poussières et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur. Les résultats des mesures sont transmis dans le mois qui suit leur réception à l'inspecteur des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. En outre, l'inspecteur des installations classées peut, au besoin, faire procéder à des mesures complémentaires selon les normes en vigueur. Les frais qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.
Constats : Une mesure de la qualité des rejets atmosphériques a été effectuée à la mise en service de la nouvelle chaudière le 20/06/2020. La prochaine campagne de mesures est prévue courant mars 2023 selon l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Entretien et installations de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 6.9
Thème(s) : Risques chroniques, Installation de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le réglage et l'entretien de l'installation se feront soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Ces opérations porteront également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.
Constats : La société prestataire procède à un contrôle régulier de la chaudière et notamment les conduits d'évacuation des gaz de combustion. L'état de la cheminée avait été contrôlé à la mise en service (rapport de vérification des travaux avant réception du 02/07/2020).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Livret de chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 6.11
Thème(s) : Risques accidentels, Installation de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.
Constats : Le livret de chaufferie a été mis à disposition. Il recense l'ensemble des fiches d'intervention. Chaque fiche d'intervention comprend un n° de fiche, la date, l'intervenant, une description ainsi que les pièces jointes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Vanne d'arrêt – isolement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 2.11
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le réseau d'eaux pluviales doit être munie d'une vanne d'arrêt manuelle permettant de rétentionner au niveau de ce réseau les pollutions accidentelles ou les eaux d'extinction incendie.
Constats : Le réseau des eaux pluviales est muni d'un dispositif d'obturation/isolement. Il peut être actionné par les sociétés Kalizea, Malteurop et Vivescia présentes sur la plateforme. Ce dispositif est indiqué sur le plan des réseaux ainsi que dans le plan de secours interne (Fiche C5 - mise à jour du 30/11/2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau s'effectuent à partir : - d'une arrivée d'eau potable du réseau, pour les besoins du personnel, - de deux forages de 16 m de profondeur, de diamètre 0,8 m prélevant l'eau dans la nappe d'accompagnement de la Guenelle, avec un débit maximal de 2 x 50 m³/h, et dont les coordonnées sont :</p> <p>X:760,125 ;Y: 1123,3 ; Z: 93 X : 760,1; Y: 123,275; Z:93.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ces dispositifs sont relevés journalièrement si le débit prélevé dépasse 100 m³/j, hebdomadairement. Si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé. Les ouvrages de raccordement sur le réseau public et sur les forages en nappe doivent être équipés d'un dispositif de disconnexion ou dispositif équivalent. Toutes dispositions sont prises au niveau des forages pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines. La réalisation de forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique. [...]</p>
<p>Constats : Le deuxième forage a été abandonné. Un forage a été réalisé en 2018 à proximité de celui-ci. Ses coordonnées (Lambert II étendu) sont : X : 760074 ; Y : 2423465 ; Z : 94 Les consommations sont relevées quotidiennement. La profondeur de l'ouvrage est de 18 m, son diamètre est de 0,5 m. Le débit est de 50 m³/h. Il est équipé d'un anti-retour. Ces éléments sont précisés dans le porter-à-connaissance du 31/07/2018. Les forages sont référencés dans la base de données du BRGM (infoterre). Le nouveau forage est référencé BSS004AYSV et le forage 1 est référencé BSS000PVFT.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. [...] La consommation spécifique d'eau, ramenée à la tonne de malt produit ne doit pas être supérieure en moyenne mensuelle à 4 m³ pour Le malt de blé et à 5 m³ pour le malt d'orge. La consommation annuelle d'eau ne doit pas dépasser 250 000 m³.</p>
<p>Constats : La consommation spécifique en moyenne mensuelle en 2022 est de 2,73 m³/t de malt (70 % malt d'orge, 30 % malt de blé). Selon l'exploitant, l'objectif est de maintenir cette consommation inférieure à 3 m³/t de malt. La consommation d'eau était de 122961 m³ en 2022 et de 171840 m³ en 2021 pour une consommation autorisée en 2000 de 250 000 m³. A noter que dans son dossier portant à notre connaissance la réalisation d'un forage en 2018, l'exploitant fixe sa consommation d'eau à 182 500 m³/an au plus (rubrique IOTA 1.1.2.0). L'exploitant n'a pas présenté d'étude technico-économique visant à la réduction de la consommation d'eau mais a évoqué plusieurs pistes visant à l'économie d'eau et notamment le procédé d'arrosage plutôt que le trempage. Selon l'exploitant, s'agissant du recyclage de l'eau, le procédé de malterie se heurte à la présence d'inhibiteurs de germination dans les eaux potentiellement recyclables. Cet établissements n'a pas été considéré comme « gros préleveur » d'eau et n'a donc pas fait l'objet d'une prescription d'étude technico-économique.</p>
<p>Observations : Compte-tenu de l'activité du site et de la sensibilité de la masse d'eau de prélèvement à la sécheresse (les nappes des Craies de Champagne sont identifiées en tension structurelles quantitatives dans le SDAGE AESN 2022-2027), l'inspection proposera ultérieurement au préfet d'encadrer le site spécifiquement en période de sécheresse via un arrêté préfectoral complémentaire. Les conclusions de l'étude technico-économique demandée au site de Vitry-le-François pourraient contribuer à rationaliser la consommation d'eau sur le site de Pringy.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le réseau de collecte du site doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Le point de rejet dans la Guenelle des eaux industrielles et sanitaires issues du complexe et des eaux issues des communes de Pringy, Drouilly et Songy après traitement dans la station d'épuration mixte doit être unique et aménagé pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon et l'installation d'un dispositif de mesure du débit. Les points de rejet dans la Guenelle des eaux pluviales issues du site après traitement dans un ou plusieurs décanteurs-deshuileurs doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.</p>
<p>Constats : Selon les plans des réseaux. Ils sont de type séparatif. L'exutoire propre au réseau des eaux usées et l'exutoire du réseau des eaux pluviales sont distincts. Un séparateur d'hydrocarbures est raccordé au réseau des eaux pluviales de la plateforme. Un canal de mesure et de débit est aménagé pour les prélèvements.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Mesures des volumes rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La quantité d'eaux industrielles et sanitaires à traiter issue de la malterie doit être mesurée en continu. La quantité d'eau à traiter issue des communes doit être mesurée en continue. La quantité d'eau issue de la station d'épuration mixte et rejetée dans la Guenelle doit être mesurée en continu.
Constats : L'exploitant dispose d'équipements permettant de mesurer les paramètres de rejet en continu. Des relevés quotidiens sont réalisés. La qualité des rejets est enregistrée dans GIDAF mensuellement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets d'eaux doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable où mélange avec d'autres effluents. En particulier : - traitement dans la station d'épuration mixte des eaux industrielles et sanitaires issues du complexe et les eaux issues des communes de Pringy, Drouilly et Songy, - traitement dans un ou plusieurs décanteurs-déshuileurs des eaux pluviales issues du site. Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur vingt-quatre heures. [...]
Constats : Les valeurs limites de rejet (VLE) sont respectées globalement. Des dépassements ponctuels en concentration et/ou en flux portant sur le phosphore total et/ou l'azote (global ou total) ont été déclarés de février à juin 2022 , en août et en septembre 2022 et en janvier 2023. Les dépassements étaient significatifs pour : - l'azote global en concentration (39 mg/l pour une VLE de 15 mg/l) le 16/2/22 ; - l'azote total en concentration (23 mg/l pour VLE de 9 mg/l) le 23/3/22 ; - le phosphore total en concentration (6,7 mg/l pour une VLE de 2mg/l) et en flux (2,3785 kg/j pour une VLE de 1,5 kg/j) le 7/9/22. Selon l'exploitant, les écarts concernant l'azote ont été corrigés par un réglage des temporisations des aérateurs pour ajuster les temps d'aérobiose/anaérobiose. L'écart concernant le phosphore total est dû à un désamorçage de la pompe de chlorure ferrique. Ce problème a été corrigé par la maintenance de celle-ci.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Mesure de la pollution rejetée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 5.10
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets d'eaux usées. La fréquence minimale de mesures à réaliser en sortie de la station d'épuration mixte, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de vingt quatre heures proportionnellement au débit, est la suivante : <ul style="list-style-type: none">- matières en suspension totales : 104, soit deux par semaine,- DBO5 (sur effluent brut) : 52, soit une par semaine,- DCO (sur effluent brut) : 104, soit deux par semaine,- azote global : 52, soit une par semaine,- phosphore total : 52, soit une par semaine, ainsi que le débit Journalier pendant la durée du prélèvement. Afin de s'assurer du bon fonctionnement des matériels d'analyse, de la représentativité des analyses et pour connaître les rendements de la station d'épuration, l'exploitant doit, au moins quatre fois par an, faire effectuer par un organisme choisi en accord avec inspection des installations classées, des mesures sur les paramètres précitées sur les eaux suivantes : <ul style="list-style-type: none">- eaux issues de la station d'épuration mixte,- eaux issues de la malterie, en amont station,- eaux issues des communes de Pringy, Drouilly et Songy, en amont station. Les résultats des mesures doivent être transmis au moins mensuellement à l'inspecteur des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
Constats : Les fréquences minimales de surveillance sont respectées. La surveillance est déclarée sous GIDAF. La société CNS intervient 2 fois par an pour contrôler les équipements de mesure. La société Normandie Management assure annuellement le suivi régulier des rejets (SRR).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet